

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE

90 rue du Férétra CS 87801

31078 TOULOUSE CEDEX 04

Consultation n° 2025-085

**Mise à jour des documents du SDAGE et du PDM
2028-2033 du bassin Adour-Garonne et réalisation des
évaluations environnementales du SDAGE et du PGRI
2028-2033 du bassin Adour-Garonne**

Lots 1 à 4

CODE CPV (principales et complémentaires) :

90700000 : Services relatifs à l'environnement

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

29 septembre 2025

Contenu

CHAPITRE 1- CARACTERISTIQUES ET OBJET DU MARCHE	4
1. Généralités	4
1.1. Acheteur – Pouvoir adjudicateur	4
1.2. Comptable assignataire	4
1.3. Objet de la consultation	4
1.4. Nomenclature européenne	4
1.5. Allotissement	4
1.6. Durée du marché	5
1.7. Confidentialité	6
2. Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique.....	6
2.1. Conditions relatives au marché	6
2.2. Cautions et garanties exigées (le cas échéant)	6
2.3. Modalités de financement	6
2.4. Modalités de paiement.....	6
3. Le marché	6
3.1. Forme du marché	6
3.2. Modifications du marché	6
3.3. Réalisation de prestations similaires	6
CHAPITRE 2 - LA CONSULTATION	7
1. Conditions de la consultation.....	7
1.1. Forme et mode de passation	7
1.2. Date limite de remise des offres	7
1.3. Variantes	7
1.4. Sous-traitance.....	7
1.5. Cotraitance	7
2. Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation	7
2.1. Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE)	7
2.2. Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence	8
3. Conditions de participation.....	8
3.1. Motifs d'exclusions	8
4. Conditions de présentation des réponses	10
4.1. Contenu des réponses attendues	11
4.2. Conditions de transmission des réponses	12
CHAPITRE 3 – LA PROCEDURE	13
1. Critères d'attribution	13
1.1. Régularisation des offres irrégulières	13
1.2. Renseignements complémentaires	13
1.3. Critères de jugement des offres (décrits en Annexe 02 au présent Règlement de consultation).....	13
1.4. Précisions sur la notation des offres	14

2.	Conditions d'attribution	15
2.1.	Attribution	15
2.2	Règles d'Attribution	15
2.3	Signature de l'acte d'engagement	15
2.3.1	Délai de validité des offres	15
3.	Pièces contractuelles du marché	15
2.3.2	Notification du marché.....	16
4.	Renseignements complémentaires	16

CHAPITRE 1- CARACTERISTIQUES ET OBJET DU MARCHE

1. Généralités

1.1. Acheteur – Pouvoir adjudicateur

La présente opération est réalisée pour le compte de :

Agence de l'eau Adour Garonne

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

1.2. Comptable assignataire

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

1.3. Objet de la consultation

Le marché objet de la présente consultation concerne les prestations de mise à jour des documents du SDAGE et du PDM 2028-2033 du bassin Adour-Garonne et de réalisation des évaluations environnementales du SDAGE et du PGRI 2028-2033 du bassin Adour-Garonne. Il se compose de 4 lots.

Les titulaires des 4 lots sont tenus à une obligation de résultats.

1.4. Nomenclature européenne

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Services relatifs à l'environnement	90700000

1.5. Allotissement

Le présent marché est composé de 4 lots qui concernent :

- **Lot 1 : L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour coordonner la réalisation du marché du SDAGE et du PDM 2028-2033**
- **Lot 2 : La mise à jour du SDAGE 2028-2033** qui comprend 4 missions :
 - Mission n°1 : Co-animation des groupes d'experts thématiques sur les orientations et dispositions du SDAGE 2028-2033 ;
 - Mission n°2 : Production des justifications génériques détaillées des objectifs moins stricts du SDAGE 2028-2033 ;

- Mission n°3 : Analyse et synthèse des avis de l'autorité environnementale, des partenaires et du public sur le projet de SDAGE 2028-2033 ;
- Mission n°4 : Production du contenu des différentes versions des documents du SDAGE 2028-2033 et des supports de vulgarisation.

Ce lot n°2 comporte une Prestation supplémentaire éventuelle, qui est décrite au CCTP, et qui est relative à la production du document d'accompagnement n°8 de la SOCLE

- **Lot 3 : La mise à jour du PDM 2028-2033** qui comporte 3 missions :
 - Mission n°1 : Proposition des actions prioritaires des pré PAOT et des mesures du PDM par masse d'eau en risque de non atteinte des objectifs environnementaux (RNAOE) 20233 de l'état des lieux 2025 et import des actions et des mesures dans l'outil national CYCLOPE pour la consultation des MISEN ;
 - Mission n°2 : Analyse et synthèse des avis des partenaires et du public sur le projet de PDM 2028-2033 ;
 - Mission n°3 : Production du contenu des différentes versions du document du PDM 2028-2033 et import des mesures de la version définitive du PDM dans l'outil national CYCLOPE.
- **Lot 4 : La réalisation des évaluations environnementales du SDAGE 2028-2033 et du PGRI 2028-2033** qui consiste en 3 missions :
 - Mission n°1 : Rédaction des versions initiales des rapports d'évaluation environnementale du projet SDAGE et du projet PGRI 2028-2033 ;
 - **Mission n°2 : Rédaction des mémoires en réponse aux avis de l'autorité environnementale sur le projet de SDAGE et du projet PGRI 2028-2033 (Cette mission n°2 est une Prestation supplémentaire éventuelle) ;**
 - Mission n°3 : Production des versions définitives des rapports d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales du SDAGE et du PGRI 2028-2033.

Chaque lot fera l'objet d'un marché autonome.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots, mais **devront remettre une offre spécifique pour chaque lot auquel ils souhaitent soumissionner.**

Règle d'attribution des lots

Compte-tenu des enjeux liés à ces marchés pour l'Agence, un lot (lot n°1) relatif à des prestations d'AMO a été prévu. Le titulaire de ce lot aura un rôle de coordonnateur, d'interface et de pré-validation des prestations issues des 3 autres lots.

A ce titre, en notre qualité de Maître d'ouvrage, il est de notre responsabilité de se prémunir contre toute situation de conflit d'intérêt.

En conséquence, une règle d'attribution des lots, décrite infra à l'article 2.2 du CHAPITRE 3 du présent Règlement de consultation sera appliquée dans l'hypothèse où un même candidat devrait être attributaire de plus d'un lot après analyse et classement des offres.

1.6. Durée du marché

Le marché est passé pour une durée maximale de 30 mois à compter de sa date de notification. En effet, il aura pour terme le 31 mars 2028.

Marché de Prestations intellectuelles : **2025-085** Mise à jour SDAGE et PDM 2028-2033 et évaluations environnementales SDAGE et PGRI 2028-2033

Le délai global d'exécution imparti pour la réalisation des prestations est de 27 mois et est inscrit dans cette durée. Ce délai court jusqu'au 31 décembre 2027.

1.7. Confidentialité

Sans objet

2. Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

2.1. Conditions relatives au marché

2.2. Cautions et garanties exigées (le cas échéant)

Une retenue de garantie ou garantie à première demande est demandée en application des articles R2197-7 et R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique.

Le CCAP décrit les garanties contractuelles.

2.3. Modalités de financement

Le financement de l'opération objet des présentes est assuré par des fonds publics propres à l'Agence.

2.4. Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues se fait par application des dispositions des articles L2191-1 à L2191-6 du Code de la Commande Publique. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

3. Le marché

3.1. Forme du marché

Les différents marchés, objet des 4 lots, sont des marchés ordinaires et seront traités à prix global et forfaitaire.

3.2. Modifications du marché

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

3.3. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires des marchés, en application des articles L 2122-1 et R 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

CHAPITRE 2 - LA CONSULTATION

1. Conditions de la consultation

1.1. *Forme et mode de passation*

Cette consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en vertu en application des articles L2124-2, R 2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

1.2. *Date limite de remise des offres*

La date et heure limites de remise des plis est fixée au **29 septembre 2025 à 12h00**

1.3. *Variantes*

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.4. *Sous-traitance*

En application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, il est possible de sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

1.5. *Cotraitance*

Les candidats peuvent présenter leur offre sous n'importe quelle forme juridique de groupement (conjoint avec mandataire solidaire, conjoint ou solidaire). L'Agence n'impose pas de forme particulière.

2. Composition et conditions d'obtention du dossier de consultation

2.1. *Composition du dossier de consultation aux entreprises (DCE)*

Le dossier de consultation comporte les pièces suivantes :

- l'avis de marché
- le présent règlement de la consultation et ses annexes.
- Les actes d'engagement et leurs annexes (à compléter et à signer)
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, commun aux 4 lots
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun aux 4 lots
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) pour chacun des 4 lots (1 onglet par lot - à compléter et à signer)
- les données d'entrée mises à disposition des candidats et listées en annexe 01 du présent règlement de consultation

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement ainsi que des pièces du dossier de la consultation.

2.2. Retrait obligatoire des DCE par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'Agence

Conformément aux dispositions de l'article R2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation est gratuitement mis à disposition des candidats sur le profil acheteur de l'agence de l'eau Adour-Garonne accessible à l'adresse mentionnée :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence :

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Aucun dossier de consultation sur format papier ou sur support numérique (clef USB, CD...) ne sera remis aux candidats.

Les conditions de retrait des DCE sont précisées en annexe 00 au présent règlement de la consultation.

3. Conditions de participation

3.1. Motifs d'exclusions

Sont exclues de la procédure de la présente passation, les personnes entrant dans les cas d'exclusions prévus aux articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cadre de son offre, chaque candidat produit un dossier de candidature contenant les documents et renseignements et pièces listées ci-dessous.

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser :

Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Soit les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1, qui sera joint au dossier de consultation dûment renseigné par le candidat ;
- La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2, qui sera joint au dossier de consultation, dûment renseigné par le candidat ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Situation juridique

Le candidat devra fournir :

- la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- une déclaration sur l'honneur du candidat, ou de chaque membre du groupement candidat, attestant ne pas entrer dans un des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-10 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, et apporter la preuve que l'autorisation de poursuivre son activité couvre la période correspondante à la durée du présent marché
- une attestation de conformité au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Capacité économique et financière

Le candidat devra fournir :

- le chiffre d'affaires des 3 dernières années.

Références professionnelles, capacité technique et références requises

Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, devra fournir :

- une note indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.
- les références récentes du candidat au cours des 5 dernières années en matière de prestations similaires en nature et en importance. Ces références devront préciser le nom du Maître d'Ouvrage public ou privé et le montant de l'opération ainsi que l'étendue des prestations.

Le candidat, et chaque cotraitant en cas de groupement, produit les mêmes documents concernant ses sous-traitants que ceux exigés pour lui. Le candidat produira en outre soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants. Les références et capacités d'un opérateur économique ne pourront être prises en considération dans le cadre de l'analyse des candidatures sans la présence de ces documents.

La preuve de la capacité peut être apportée par tout moyen.

Les candidats non établis en France devront fournir les attestations portant règles d'effet équivalent.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Maître d'Ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

NB : il est rappelé que ces documents doivent être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance.

4. Conditions de présentation des réponses

La candidature, l'offre et toutes pièces s'y rapportant (rapports, documentations, certificats, correspondances etc....) doivent être rédigées en langue française et ce, conformément à la Loi n° 94-665 du 4 Août 1994 relative à l'emploi de la langue Française et la circulaire d'application du 19 Mars 1996.

Si les pièces sont rédigées en langue étrangère, elles devront être accompagnées d'une traduction en langue Française dont l'exactitude devra être certifiée par un traducteur expert auprès des Tribunaux (français ou étrangers) dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur réponse et sont donc invités à bien la vérifier avant sa transmission. En aucun cas, ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document.

4.1. Contenu des réponses attendues

Le cas échéant, le candidat doit remettre **un dossier d'offre par lot**.

Chaque dossier comprendra obligatoirement les pièces suivantes, sous peine de qualification d'offre irrégulière :

L'offre du candidat, dûment complétée, datée et signée par le représentant qualifié de la société comprenant :

1/ LE DOSSIER ADMINISTRATIF comprenant à minima :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : cadre à compléter sans modification auquel sera annexé un devis détaillé pour chaque mission du forfait présentant les temps passés par profils et les coûts.

Tous les postes de prix sont à compléter.

La gratuité d'une prestation est toujours possible ; dans ce cas, le prix à indiquer obligatoirement est « 0 ». Les candidats ne sont pas autorisés à rajouter, supprimer ou modifier les postes du DPGF qui sont fixés ; une rubrique « autres frais » est prévue à cet effet.

Par ailleurs, il est rappelé que les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est donc pas possible de proposer plusieurs prix pour un même type de prestation. Chaque prix proposé est unique et valable pour tout le lot. Toute proposition qui ne respectera pas cette interdiction sera rejetée.

Il est à noter également que certains lots comportent des PSE (Prestations Supplémentaires Eventuelles), qui feront l'objet d'un chiffrage spécifique dans l'acte d'engagement et dans le CDPGF de chaque lot concerné.

XX

- Une attestation mentionnant les pièces contractuelles acceptées mais non fournis à son dossier (CCAP, CCTP, ... et leurs annexes respectives).

Le candidat ne doit pas modifier la trame, ni les quantités ou le texte figurant dans les tableaux fournis.

2/ L'OFFRE TECHNIQUE, à savoir :

L'offre technique se présentera sous la forme d'un **mémoire technique** qui devra comporter à minima les éléments nécessaires au jugement des offres et notamment :

- Une note présentant la compréhension du contexte et du besoin
- Méthode et organisation proposée pour la réalisation des prestations
- Présentation des moyens humains qui seront affectés à la réalisation des prestations (composition de l'équipe, compétences des intervenants proposés, répartition des rôles)

4.2. Conditions de transmission des réponses

Les candidats sont tenus de répondre par voie électronique sur le profil acheteur de l'agence sur la PLACE

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée via ce profil acheteur PLACE, la personne habilitée à engager le soumissionnaire, doit être inscrite sur la plateforme de gestion des marchés publics de l'Agence accessible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un certificat de signature électronique sera exigé lors du dépôt de l'offre, il est conseillé de prendre les mesures nécessaires à l'obtention de ce certificat dans un délai suffisant avant la date de remise des offres.

Les conditions d'utilisation de la plateforme, de signature et de certificat électroniques sont précisées en annexe au présent règlement de consultation, les candidats sont invités à s'y reporter.

Il est rappelé aux candidats que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du code de la commande publique : « *Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Dans ce cas, chaque transmission doit contenir une candidature et une offre complètes modifiées. Il ne pourra donc pas s'agir de compléments à la précédente offre.

CHAPITRE 3 – LA PROCEDURE

1. Critères d'attribution

1.1. Régularisation des offres irrégulières

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'Agence se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières sur des éléments non substantiels, dans les conditions dudit article.

1.2. Renseignements complémentaires

Préalablement à tout examen des offres sur la base des critères énoncés ci-dessous, il sera procédé à une analyse de la conformité des offres lot par lot. Des précisions ou justifications pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre apparaît anormalement basse.

Si l'offre remise semble anormalement basse au sens de l'article L2152-5 du Code de la commande publique, au regard des prestations à réaliser, y compris en ce qui concerne la part sous-traitée, l'agence exigera du candidat la justification de ses prix ou du montant qu'il a proposé dans son offre, dans le délai qui lui sera imparti et figurant sur la demande. Si au vu de ces éléments, l'offre est jugée anormalement basse, elle sera rejetée conformément aux dispositions de l'article L2152-6 dudit Code.

Dans les deux cas, les demandes seront effectuées via la PLACE avec un délai de réponse exigé, auquel le candidat sera tenu.

Il est rappelé à tous les candidats que les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les offres sont obligatoires. Toute absence de réponse conduira à noter 0 l'élément objet de la demande de renseignement.

1.3. Critères de jugement des offres (décrits en Annexe 02 au présent Règlement de consultation)

Critères de jugement par lot

Les offres des candidats admis feront l'objet d'un examen sur la base des critères définis ci-après éventuellement assortis de sous critères, le poids de chaque critère et sous critères étant affecté d'un coefficient de pondération (%) :

- **Qualité de la proposition technique pour 50%** appréciée à partir des sous critères suivants :
 - o Compréhension et appropriation des objectifs et des enjeux de la mission pour 20%
 - o Approche méthodologique et pédagogique et le phasage détaillé proposé ainsi que la coordination avec les autres prestataires pour 30%
 - o
- **Qualité des moyens et de l'organisation du personnel assigné à l'exécution du marché** (organisation de l'équipe (équilibre entre les formes d'expertise, répartition des rôles) et connaissance des enjeux liés à la gestion de l'eau) **pour 20%**
- **Prix des prestations apprécié sur la base du total du CDPGF pour 30%**

Les offres feront l'objet d'une analyse sur la base des critères définis ci-après, le poids de chaque critère étant affecté d'un coefficient de pondération :

1.4. Précisions sur la notation des offres

Il est précisé que pour le calcul de toutes les notes (financières et techniques) l'Agence retiendra 2 décimales après la virgule, les offres seront notées sur 100 points de la manière suivante :

1) Notation des critères et sous critères non financiers

Chaque sous critère composant le critère ou chaque critère seul sera évalué, globalement à partir d'une note sur une échelle de 0 à 5, tel que décrit en Annexe au présent Règlement de consultation.

La note pondérée par sous critère ou par critère seul sera obtenue par application de la formule suivante :

$\text{note pondérée} = \text{note attribuée} \times \text{valeur absolue du coefficient de pondération} / 5$

Chaque critère composant le critère ou chaque critère seul, sera noté sur un maximum de 5 points.

Une note égale à zéro signifiera qu'aucun élément dans la réponse du candidat ne permet d'apprécier l'élément noté. Une note de 5 signifiera que la réponse du candidat est optimale eu égard au besoin de l'Agence. Les notes intermédiaires permettront de nuancer la qualité de la réponse du candidat.

La note avant pondération ainsi obtenue, sera ramenée à sa valeur par rapport à la valeur maximale correspondant à la valeur absolue du coefficient de pondération indiqué pour le sous critère ou le critère seul.

-

2) Notation du critère « Prix »

Le prix sera noté sur le nombre de points maximum correspondant à la valeur absolue du coefficient affecté au critère prix dans chaque lot, soit 30 points, par application de la formule suivante :

$\text{Note obtenue} = [\text{note max possible} \times (\text{Prix total mentionné à l'AE de l'offre la moins disante} / \text{Prix total mentionné à l'AE de l'offre analysée})]$

La note maximum étant attribuée à l'offre présentant le prix le moins disant.

2. Conditions d'attribution

2.1. Attribution

Au terme du jugement, les offres de bases seront classées par ordre décroissant. Sous réserve les documents prévus à l'article R2143-5 du Code de la Commande Publique soient recevables, le marché sera alors attribué au candidat dont l'offre sera arrivée en tête du classement du lot concerné.

2.2 Règles d'Attribution

Afin de se prémunir contre tout conflit d'intérêt dans le cadre de cette opération, et conformément à l'article 1.5 du Chapitre 1 du présent Règlement de consultation, si un candidat devait être attributaire du lot n°1 ET d'un ou plusieurs des 3 autres lots, il se verrait attribuer les lots n°2, 3 et/ou 4 par préférence. Dans cette hypothèse, c'est le candidat classé en 2^{ème} position après analyse des offres qui deviendrait attributaire du lot n°1, sous réserve qu'il ne soit pas lui-même concerné par cette situation de conflit d'intérêt. Dans ce cas, c'est le candidat suivant au classement qui deviendrait titulaire du lot n°1.

Si, au vu de cette règle d'attribution, le lot n°1 devait être déclaré infructueux par manque d'offre recevable, il ferait l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article L2122-1 du Code de la commande publique.

2.3 Signature de l'acte d'engagement

La personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire devra signer électroniquement (au moyen d'une signature électronique valide) un acte d'engagement (dont le modèle ATTR11 lui sera transmis) correspondant à l'offre retenue assortie des éventuelles mises au point.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, la déclaration du sous-traitant (formulaire DC4) sera jointe à cet acte d'engagement. Cette déclaration sera obligatoirement signée électroniquement :

- par la personne habilitée à engager juridiquement l'attributaire qui se présente individuellement ou le membre du groupement qu'il représente ;
- et par la personne habilitée à engager le sous-traitant.

L'acte d'engagement ainsi que les déclarations de sous-traitance seront retournés en version pdf signées via la plateforme PLACE. L'attributaire veillera à ne pas verrouiller le document lors de sa signature afin que les autres signataires puissent apposer leur signature également.

Il est rappelé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique valable dans le cadre d'un envoi dématérialisé au sens de l'article 1316-4 du code civil.

2.3.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres mentionnée ci-dessus.

3. Pièces contractuelles du marché

L'offre retenue fera l'objet d'un marché constitué par les documents contractuels, classés par ordre de priorité, suivants :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (CDPGF), dûment complétés et signés par la personne habilitée à engager le titulaire ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ; Phasage puis planning, qui sera définitivement figé lors de la 1^{ère} réunion de préparation, étant entendu que les différentes échéances, étant liées à des contraintes réglementaires, s'imposeront aux parties, sans que les titulaires des marchés correspondants ne puissent émettre de réserves quelconques
- Le mémoire technique du candidat attributaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

Par ailleurs, le marché est soumis aux pièces générales suivantes, que les candidats sont réputés connaître, à la Réglementation en vigueur au moment de la publication de l'AAPC en matière de commande publique, ainsi qu'aux normes en vigueur :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1^{er} avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG Prestations intellectuelles) ;

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les éventuelles conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses des CCAP et CCTP, du CCAG mentionné ci-dessus ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

2.3.2 Notification du marché

Sous réserve de l'avis favorable du contrôleur budgétaire et de l'absence de toute procédure de recours, le marché sera signé électroniquement et notifié au titulaire par voie dématérialisée via le profil acheteur sur PLACE.

4. Renseignements complémentaires

Tous les renseignements complémentaires sollicités (obligatoirement par écrit) sur le dossier de consultation (phase offre) seront communiqués six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres mentionnée ci-dessus sous réserve que la demande parvienne à l'Agence au plus tard 10 jours avant cette même date limite.

Il est précisé que les délais de 6 et 10 jours indiqués ci-dessus se décomptent en jours calendaires pleins de 0h00 à minuit ; ils prennent donc fin à minuit la veille du jour de la date limite de remise des plis prévue à l'article 2.2 ci-dessus. En conséquence, les candidats sont avertis qu'il ne sera pas donné suite à toutes les demandes de précisions complémentaires qui parviendraient à l'Agence passé ce délai.

Pour les questions techniques et administratives, les candidats peuvent obtenir les informations complémentaires en adressant leurs demandes par le biais du système de messagerie sécurisé à partir de la rubrique marchés publics du site Internet de l'Agence : <https://www.eau-grandsudouest.fr> ou directement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont avertis que toutes les réponses seront apportées par écrit et publiées sur le site de dématérialisation des marchés publics de l'Agence (plateforme PLACE) :

- à l'attention de tous les candidats lorsque les réponses doivent être portées à leur connaissance. Dans ce cas, un complément questions/réponses sera également ajouté au dossier de consultation.
- à l'attention du candidat demandeur si la réponse le concerne spécifiquement.

Procédures de recours

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Toulouse est seul compétent.

Adresse postale : TRIBUNAL ADMINISTRATIF, 68 rue Raymond IV BP 7007, F - 31068

Toulouse cedex 07, Tél : +33 562735757

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr, Fax : +33 562735740

Adresse internet : <http://toulouse.tribunaladministratif.fr>

Fait à Toulouse, le 25 août 2025

Elodie GALKO

Directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice générale adjointe Ressources